

# révoltes

15 décembre 2007

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

## APRÈS LA LRU, LE GOUVERNEMENT SARKOZY ENGAGE UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES ÉTUDIANTS : LA « RÉFORME DES LICENCES ». COMBATTRE POUR SON RETRAIT IMPLIQUE DE TIRER LE BILAN DU COMBAT CONTRE LA LRU

Pécresse et Sarkozy avaient prévenu : la LRU (loi d'autonomie des universités) serait le point de départ d'une réforme générale de l'Université. Le projet qui vient d'être annoncé de réforme des licences est la première application de la LRU.

Bien évidemment, c'est sous prétexte de s'inquiéter des difficultés des étudiants qu'ils annoncent cette réforme. Ils font mine de s'indigner du taux d'échec en cours de licence alors même que c'est le gouvernement qui organise cet échec (absence de moyens suffisants pour les universités, niveau dérisoire des bourses qui oblige un grand nombre d'étudiants à travailler pour payer leurs études).

Mais leur objectif est tout autre. Il suffit de voir les grandes lignes annoncées de la réforme

### LES LICENCES PÉCRESSÉ-SARKOZY, C'EST LA DESTRUCTION DES VRAIES LICENCES

La première année serait polyvalente : l'objectif est d'en faire une année d' « orientation », d'incitation, en réalité de « tri » selon les besoins du patronat. Une « réorientation » sera « possible » dès le premier trimestre. Pour ce faire : tutorat à satiété. L'objectif est d'utiliser en particulier des enseignants de lycée (moins coûteux que des enseignants d'universités)...et des étudiants recrutés par les présidents d'université, comme l'y autorise la LRU.

On ne commencera donc qu'en deuxième année les études de son choix....si on n'en a pas été découragé.

Puis, dès la troisième année, il y aura un stage en entreprise, obligatoire pour toutes les licences : autant de cours en moins ! Autant de profs d'économisés !...Et autant de main d'œuvre gratuite pour les patrons.

De telles licences seront donc profondément dévalorisées, ne serait-ce que par l'intervention du patronat local dans l'organisation de ces licences Pécresse (séminaires et tutorat d'entreprise dès la deuxième année, puis stages obligatoire en entreprise)

Quant au droit des étudiants bacheliers à faire les études de son choix, il sera remis en cause par l'obligation d'un « **contrat de réussite** » qu'il devra signer dès la prérentrée :

**Le contrat, c'est la remise en cause du droit fondamental aux études, c'est l'introduction d'une logique contractuelle, individuelle, capitaliste : c'est un pas vers la privatisation de l'université.**

### RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET !

La conclusion à tirer de cet avant projet est claire : retrait pur et simple de la réforme Pécresse des licences !

Mais pour qu'une mobilisation puisse imposer le retrait de ce projet, il faut tirer toutes les leçons de la mobilisation contre la LRU, dégager les difficultés auxquelles les étudiants (et enseignants) ont été confrontés : Combattre ce projet implique en particulier d'exiger (et d'imposer) que toutes les organisations de jeunesse et syndicats étudiants rejettent ce projet et en refusent toute négociation

### NÉCESSITÉ D'UN BILAN : CE QUI A PERMIS AU GOUVERNEMENT D'INSTAURER LA LRU

Si le gouvernement a pu, en juillet, faire voter sans entrave la LRU, et a pu jusqu'à ce jour la maintenir, ce n'est pas la faute des étudiants qui ne se seraient pas assez mobilisés. La responsabilité en revient aux dirigeants politiques (ceux du PS notamment) qui ont refusé d'exiger le retrait de la LRU, ainsi qu'aux

dirigeants syndicaux qui ont négocié cette loi puis l'ont protégée (et nous ne confondons pas ces bureaucrates syndicaux, tels ceux de l'UNEF, avec les adhérents).

C'est toute la différence avec le CPE, dont y compris le PS – en 2006 - avait dû exiger le retrait. Et les dirigeants de l'Unef, qui s'étaient prononcés pour le retrait du CPE, n'avaient pu négocier comme le souhaitait le gouvernement.

C'est pour éviter de subir une défaite analogue à celle du CPE que Sarkozy et Péresse ont, dès avant l'été, négocié avec tous les dirigeants des syndicats étudiants et d'enseignants chercheurs. Et c'est pour aider Sarkozy qu'aucune mobilisation ne fut alors entreprise.

La loi votée, les mêmes bureaucrates ont demandé des « améliorations » qu'ils n'ont bien évidemment pas eues, ont re-négocié, puis ont appelé à lever les blocages...qu'ils n'avaient pas eux-mêmes organisés. Et l'on a vu ainsi des bureaucrates (comme à Lyon) appeler les AG d'étudiants à se soumettre au vote organisé par le président après que celui-ci ait appelé la police contre les étudiants.

Disons le nettement : rien ne sert alors de crier « social-traitre » - cela fut entendu-, même si la colère des étudiants se comprend : il ne s'agit pas de « dénoncer » ces dirigeants mais de combattre pour que la direction de ce syndicat respecte la volonté des étudiants et des AG. Ceci est d'autant plus nécessaire que la logique de la politique de Julliard-et de son successeur, c'est de conduire à la destruction de l'Unef, c'est-à-dire d'une organisation qui, dans le passé joua un rôle décisif (Ainsi contre la guerre d'Algérie, ou pour imposer le retrait de la loi Devaquet qui instaurait la sélection à l'entrée de l'Université.). Et Sarkozy s'en réjouira, car il faut du temps pour reconstruire une véritable organisation syndicale.

Au contraire, il faut combattre pour que les étudiants reprennent le contrôle de l'Unef (comme il appartient aux enseignants d'imposer que leur syndicat soit à leur service). L'UNEF doit être au service des étudiants, non du gouvernement. Au lieu d'approuver le projet de réforme des licences, elle doit en exiger le retrait.

### **Les représentants syndicaux doivent démissionner de conseils d'université**

Au cours de la mobilisation, des mots d'ordre exigeant la démission de présidents d'université ont été lancés : ceci est légitime quand on a à faire à des présidents qui se comportent en parfait patrons et appellent en renfort milices privées et CRS.

En même temps, on doit constater que – à des degrés divers – tous les présidents d'Université sont favorables à la LRU, que la CPU (Conférence des présidents d'Universités) soutient le nouveau projet Péresse de même que c'est la CPU qui avait conçu l'avant- projet de la LRU. Mais qui désigne ces Présidents ? Ce sont les Conseils d'université où siègent les représentants des syndicats étudiants et de personnels. Et peu importe le pourcentage de tels représentants dans les CA : par leur présence, ils légitiment les présidents, comme ils légitiment la mise en œuvre de la LRU par les Conseils d'Université. Il faut donc exiger : que les représentants syndicaux démissionnent des CA ! Boycott des CA !

### **Pour une organisation révolutionnaire pour la jeunesse**

Mais tout combat, y compris pour se réappropriier les syndicats, pour libérer les syndicats des bureaucrates, impose de s'organiser politiquement, de construire une organisation qui ne soit pas soumise au capitalisme. François Hollande lui-même, parce qu'il tourne le dos au socialisme et défend le capitalisme français, n'hésite pas à féliciter les dirigeants syndicaux qui « discutent » et négocient les plans gouvernementaux (tels celui contre les retraites des cheminots) et il appelle publiquement à « combattre » les syndicalistes qui refusent la politique de Sarkozy. Et ses amis offrent maintenant une carrière politique à Julliard.

Pour mettre en échec la politique de Sarkozy comme pour permettre aux étudiants de reprendre le contrôle de leur syndicat, d'imposer des dirigeants qui soient à leur service, il faut donc s'organiser politiquement sans attendre les prochaines mobilisations. C'est dans cette perspective que Révoltes propose d'organiser des cercles de discussion.